



PRESS RELEASE

December, 2025

Africa Launches First-Ever Private Sector Hearing on Trade Facilitation Under the AfCFTA



The Pan African Chamber of Commerce and Industry (PACCI), in partnership with the AfCFTA Secretariat, successfully launched the First African Private Sector Hearing (APSH) today in Johannesburg, as an official side event of the 2025 G20 Summit.

The event was attended by His Excellency Wamkele Mene, Secretary-General of the AfCFTA Secretariat, alongside senior business leaders, logistics associations, chambers of commerce, and representatives from the trade and transport sectors. Designed as a problem-solving forum, not a conference, the APSH provides a structured mechanism for businesses to present real, evidence-based trade bottlenecks directly to policymakers. The first session focused on logistics, movement of goods, customs cooperation, and digital trade integration, in line with AfCFTA's Annexes on Trade Facilitation, Transit, and Digital Trade.

Private Sector Presents Concrete Challenges and Solutions. Four leading organisations presented cases based on real operations across African borders:

DHL Express (SSA)

Identified the “friction tax” created by fragmented customs procedures, non-harmonised de minimis thresholds, excessive documentation requirements, and inconsistent application of AfCFTA rules.

Key Recommendation: Harmonise customs documents, expand digital pre-clearance, and establish a continental de minimis threshold.

Tamati Logistics / FEFFA (Kenya)

Highlighted border delays, non-tariff barriers, unpredictable clearance times, and lack of information among border officials on AfCFTA procedures.

Key Recommendation: Structured customs training, corridor-based reforms, and a rapid-response mechanism for NTBs.

UTICA / MIDCOM (Tunisia)

Exposed the absence of direct air cargo links between North Africa and major African hubs (Addis Ababa, Nairobi, Kigali), leading to high costs and long transit times.

Key Recommendation: Joint lobbying to establish at least one direct air corridor as a catalyst for SME trade and perishables.

BARATOU (Guinea)

Presented the need for digital infrastructure to support intra-African B2B trade and flagged major challenges: lack of information on AfCFTA rules, poor support for digital trade systems, weak interoperability, and low SME awareness.

Key Recommendation: Integrate platforms like BARATOU into AfCFTA digital corridors, PAPSS, KYB systems, and cross-border dispute-resolution mechanisms.



De gauche à droite : Zeid Jaouadi, directeur général, SOCIETE MIDCOM /UTICA ; Boubacar Barry, administrateur général, Baratou ; Priscilla Kamati, directrice, Tamati Logistics ; Alison van den berg, directrice principale : responsable de la conformité douanière et des affaires réglementaires, DHL Express SSA ; Kebour Ghenna, directeur exécutif, Chambre panafricaine de commerce et d'industrie.

“This is the Beginning of a New Era in African Trade Governance,” Says PACCI

Speaking at the opening, **Kebour Ghenna**, Executive Director of PACCI, stated:

“The APSH is a governance innovation. For the first time, African businesses can bring real cases, in real time, to the AfCFTA institutions. Trade policy must be informed by trade practice, and this platform finally makes that possible.”

His Excellency **Wamkele Mene** welcomed the initiative and emphasized the importance of direct feedback from operators to accelerate AfCFTA



Next Steps: Turning Cases into Action

Following the Hearing, the AfCFTA Secretariat and PACCI will:

1. Publish a Hearing Summary & Policy Brief capturing recommendations and priority reforms.
2. Establish corridor-focused pilot reforms in partnership with customs authorities and private-sector operators.
3. Convene a follow-up session in 2026 to assess progress on recommendations from the Johannesburg APSH.
4. Mobilize logistics associations and chambers of commerce to improve awareness of AfCFTA procedures and digital tools.
5. Launch an APSH Evaluation Mechanism to identify what works and strengthen subsequent hearings.

Why APSH Matters

The APSH is designed to become a standing instrument of the AfCFTA, enabling continuous, structured dialogue between government and business.

It aims to:

- Reduce trade frictions and border inefficiencies
- Improve policy responsiveness
- Promote adoption of digital trade systems
- Strengthen SME competitiveness
- Enhance accountability and transparency within AfCFTA implementation

“If Africa wants to trade as one market, we must operate as one system. The APSH is the platform that will help us get there.”

~ PACCI

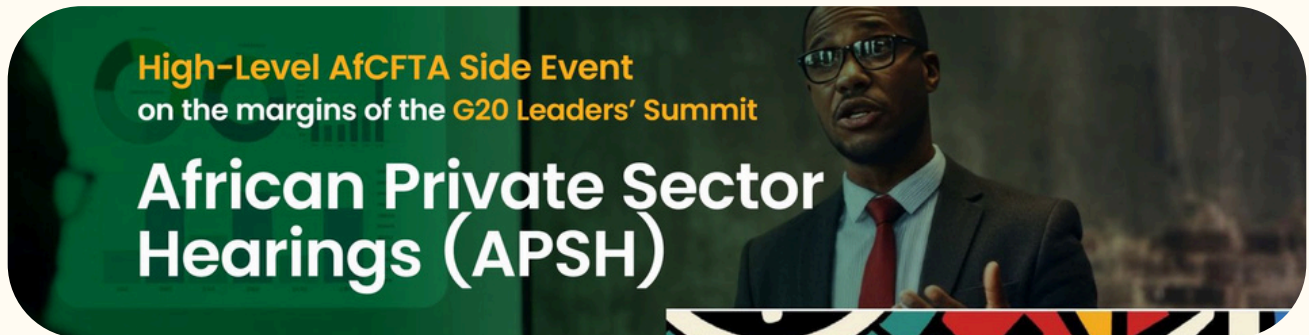




COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Décembre, 2025

L'Afrique lance la toute première audition du secteur privé sur la facilitation des échanges dans le cadre de la ZLECA



La Chambre panafricaine de commerce et d'industrie (PACCI), en partenariat avec le Secrétariat de la ZLECA, a lancé aujourd'hui avec succès la première audition du secteur privé africain (APSH) à Johannesburg, en marge du sommet du G20 de 2025.

Son Excellence Wamkele Mene, secrétaire général du Secrétariat de la ZLECA, ainsi que des chefs d'entreprise, des associations logistiques, des chambres de commerce et des représentants des secteurs du commerce et des transports ont participé à cet événement.

Conçue comme un forum de résolution de problèmes et non comme une conférence, l'APSH offre aux entreprises un mécanisme structuré leur permettant de présenter directement aux décideurs politiques les obstacles commerciaux réels et fondés sur des preuves. La première session a porté sur la logistique, la circulation des marchandises, la coopération douanière et l'intégration du commerce numérique, conformément aux annexes de l'AfCFTA sur la facilitation des échanges, le transit et le commerce numérique.

Le secteur privé présente des défis et des solutions concrets. Quatre organisations de premier plan ont présenté des cas basés sur des opérations réelles à travers les frontières africaines :

DHL Express (SSA)

A identifié la « taxe de friction » créée par la fragmentation des procédures douanières, le manque d'harmonisation des seuils de minimis, les exigences excessives en matière de documentation et l'application incohérente des règles de la ZLECA.

Recommandation clé: harmoniser les documents douaniers, étendre le pré-dédouanement numérique et établir un seuil de minimis continental.

Tamati Logistics / FEFFA (Kenya)

A mis en évidence les retards aux frontières, les barrières non tarifaires, les délais de dédouanement imprévisibles et le manque d'informations parmi les agents frontaliers sur les procédures de la ZLECA.

Recommandation clé: formation douanière structurée, réformes basées sur les corridors et mécanisme de réponse rapide pour les barrières non tarifaires.

UTICA / MIDCOM (Tunisie)

A mis en évidence l'absence de liaisons aériennes directes entre l'Afrique du Nord et les principaux hubs africains (Addis-Abeba, Nairobi, Kigali), ce qui entraîne des coûts élevés et des temps de transit longs.

Recommandation clé : lobbying conjoint pour établir au moins un corridor aérien direct afin de stimuler le commerce des PME et des denrées périssables.

BARATOU (Guinée)

A présenté la nécessité d'une infrastructure numérique pour soutenir le commerce interafricain entre entreprises et a souligné les principaux défis : manque d'informations sur les règles de la ZLECA, soutien insuffisant aux systèmes de commerce numérique, faible interopérabilité et faible sensibilisation des PME.

Recommandation clé : intégrer des plateformes telles que BARATOU dans les corridors numériques de la ZLECA, les systèmes PAPSS et KYB, et les mécanismes transfrontaliers de règlement des litiges.



« C'est le début d'une nouvelle ère dans la gouvernance commerciale africaine », déclare la PACCI

Lors de son discours d'ouverture, **Kebour Ghenna**, directeur exécutif de la PACC, a déclaré :

« L'APSH est une innovation en matière de gouvernance. Pour la première fois, les entreprises africaines peuvent présenter des cas réels, en temps réel, aux institutions de la ZLECA. La politique commerciale doit s'appuyer sur les pratiques commerciales, et cette plateforme rend enfin cela possible. »

Son Excellence **Wamkele Mene** a salué cette initiative et souligné l'importance du retour d'information direct des opérateurs pour accélérer la mise en œuvre de la ZLECA.



Prochaines étapes : passer à l'action

À l'issue de l'audience, le Secrétariat de la ZLECA et le PACC :

- publieront un résumé de l'audience et une note d'orientation reprenant les recommandations et les réformes prioritaires ;
- mettront en place des réformes pilotes axées sur les corridors en partenariat avec les autorités douanières et les opérateurs du secteur privé ;
- organiseront une session de suivi en 2026 afin d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de l'APSH de Johannesburg.
- Mobiliser les associations logistiques et les chambres de commerce afin de mieux faire connaître les procédures et les outils numériques de la ZLECA.
- Lancer un mécanisme d'évaluation de l'APSH afin d'identifier ce qui fonctionne et de renforcer les audiences suivantes.

Pourquoi l'APSH est-elle importante ?

L'APSH est conçue pour devenir un instrument permanent de la ZLECA, permettant un dialogue continu et structuré entre les gouvernements et les entreprises.

Elle vise à :

- Réduire les frictions commerciales et les inefficacités aux frontières
- Améliorer la réactivité des politiques
- Promouvoir l'adoption de systèmes commerciaux numériques
- Renforcer la compétitivité des PME
- Améliorer la responsabilité et la transparence dans la mise en œuvre de la ZLECA

« Si l'Afrique veut commercer comme un marché unique, nous devons fonctionner comme un système unique. L'APSH est la plateforme qui nous aidera à y parvenir. »

~ PACC

